

Perspectives

N°23/297 – 7 novembre 2023

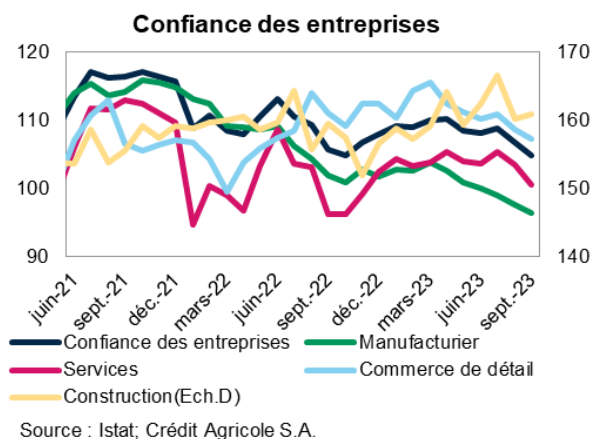
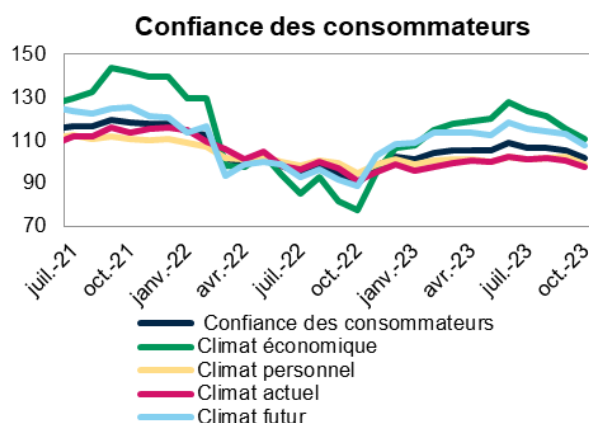
ITALIE – Recul de la confiance en octobre

La confiance des consommateurs accuse un nouveau recul en octobre. Elle passe ainsi de 105,4 à 101,6, atteignant sa valeur la plus basse depuis janvier 2023. L'ensemble des composantes de l'indicateur a baissé, à l'exception des anticipations de chômage, et des évaluations de la situation économique des ménages, dont le solde a légèrement augmenté.

L'indice de confiance des entreprises a également cédé du terrain. Les secteurs où la confiance continue de se détériorer sont l'industrie, les services et le commerce de détail, tandis que la construction affiche une tendance à contre-courant.

La détérioration de la confiance dans l'industrie est cependant restée contenue par rapport au recul observé les mois précédents. Elle concerne l'ensemble des catégories de biens, à l'exception de celle des biens de consommation. Globalement, l'ensemble du secteur manufacturier fait état de carnets de commandes toujours orientés à la baisse. Mais les anticipations de production s'améliorent, ce qui n'était pas le cas lors des mois précédents. De plus, les entreprises observent une baisse de leurs stocks accumulés. En ce qui concerne le taux d'utilisation des capacités de production fourni sur une base trimestrielle, ce dernier recule de nouveau en octobre à 75,9%, contre 76,8% en juillet, s'éloignant du pic de 78,9% enregistré au premier trimestre 2022.

Dans les services, ce sont les activités de transport, les TIC et les services aux entreprises qui observent une nette baisse de la confiance, tandis que les activités de tourisme s'améliorent en octobre. Pour ce qui est du commerce de détail, les évaluations des ventes restent optimistes, malgré l'accumulation des stocks et la détérioration des prévisions de vente.



✓ **Notre opinion** – Le tableau qui ressort des enquêtes de confiance continue de dépeindre un contexte conjoncturel très défavorable pour l'ensemble des secteurs d'activité, à l'exception du secteur de la construction. L'industrie n'est plus la seule branche d'activité à anticiper une détérioration de ses perspectives de production et le sursis que l'on attendait des services ne risque pas de se matérialiser. Un pessimisme partagé par les ménages qui perçoivent une dégradation de leur situation économique, en dépit d'un recul de l'inflation et d'un marché du travail encore solide. Il est vrai que les hausses des salaires, qui devraient accélérer (+3% lors des dernières négociations collectives), n'ont pas suffi à compenser le pouvoir d'achat précédemment perdu. Le revenu disponible a même diminué au deuxième trimestre. À cela s'ajoute, une épargne accumulée pendant les deux années de Covid qui s'érode, rongée par deux années d'inflation. Ces effets cumulés rendent les ménages plus vulnérables face au retournement économique qu'il y a un an et nourrissent, dans un climat d'incertitude, un pessimisme certain.

Article publié le 27 octobre 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
06/11/2023	Zone euro – Les enquêtes PMI d'octobre signalent un nouveau repli de l'activité et un premier recul de l'emploi	Zone euro
06/11/2023	Portugal – Conjoncture : vers une forte modération de la croissance	Portugal
02/11/2023	Philippines – Tensions croissantes en mer de Chine	Philippines
02/11/2023	France – Conjoncture – Flash PIB : sans surprise, modération de la croissance au T3 2023	France
31/10/2023	Italie – Scénario 2023-2024 : une croissance en panne	Italie
31/10/2023	Royaume-Uni – Scénario 2023-2024 : le resserrement monétaire pèse sur les perspectives	Royaume-Uni
30/10/2023	Zone euro – Scénario 2023-2024 : stagnation entre deux forces puissantes	Zone euro
30/10/2023	Espagne – Scénario 2023-2024 : vers un ralentissement modéré	Espagne
27/10/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
26/10/2023	En Pologne, une victoire pour l'État de droit et pour l'Europe	PECO
26/10/2023	France – Scénario 2023-2024 : un redémarrage en douceur malgré les vents contraires	France
25/10/2023	France – Le climat des affaires n'est pas au beau fixe, quelles implications pour la croissance ?	France
24/10/2023	Espagne – Plan budgétaire 2024, vers un déficit public de 3%	Zone euro
20/10/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
19/10/2023	Open Banking, les entreprises en ont-elles pour leurs données ?	Fintech
19/10/2023	Afrique sub-saharienne – La croissance économique est revue à la baisse pour 2023	Afrique
18/10/2023	Hong Kong – L'éternelle question du "peg"	Asie
18/10/2023	Italie – Reprise de la production industrielle, un mirage ?	Italie

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Véronique ChampionContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.